

"Pour une Méditerranée ouverte..."

Entretien avec Chérif FERJANI

Maître de Conférence à l'Université Lumière Lyon II
Chercheur au GREMMO (Maison de l'Orient Méditerranéen)

Propos recueillis par Anne LE BALLE

Ecarts d'identité : Peut-on dire selon vous qu'il existe une "entité Méditerranée" ?

Chérif FERJANI: Il me semble que la Méditerranée a longtemps été un foyer de civilisations qui ont toutes eu l'ambition de régner sur la Méditerranée. Qu'il s'agisse de la Grèce antique, de l'Empire Romain, des Cartaginois — Phéniciens devenus Cartaginois —, ou qu'il s'agisse ensuite des religions monothéistes elles-mêmes, toutes nées au Moyen-Orient, et qui ont eu très tôt une vocation méditerranéenne. Quand il y a eu la persécution des Juifs, ils se sont éparpillés autour du bassin méditerranéen, et quand il y a eu la destruction du Temple de Jérusalem, c'est en Méditerranée, à Djerba, que l'on a inauguré le rite synagogal avec la synagogue de la Ghriba. C'est aujourd'hui le plus ancien lieu de pélerinage juif dans le monde car le premier temple n'existe plus. Le christianisme naissant en Palestine est tout de suite sorti de Palestine pour aller en Asie mineure, à Rome, ou en Afrique du Nord — avec Saint Augustin —. L'Islam naissant est aussi devenu tout de suite un fait méditerranéen : 632, c'est la disparition du prophète de l'Islam, 732, c'est Poitiers...

Est-ce qu'il existe une identité méditerranéenne ? Si on parle d'identité homogène, oui et non, car dans la confrontation il y a des emprunts. Il est vrai qu'il existe une identité conflictuelle, mais on oublie souvent ce qui unit la Méditerranée, les aspects communs, les similitudes. A cause de la proximité, on ne voit plus que les aspects conflictuels. L'héritage gréco-romain est passé de l'autre côté de la Méditerranée, elle a eu comme relais la civilisation arabo-musulmane. Du côté musulman, Averroès est mort dans le monde musulman, mais il a surtout donné ses fruits en Occident. Aujourd'hui, quand on parle de Culture Universelle, c'est de l'héritage des cultures méditerranéennes dont il s'agit, que ce soit le Christianisme, le Judaïsme ou l'Islam, les grands schèmes de la culture mondiale, heureusement ou malheureusement, hérités de la culture méditerranéenne qui se sont imposés par la violence, certes, mais aussi par ce qu'elles portent d'universel.

L'identité méditerranéenne existe donc, mais cela ne doit pas nous amener à une sorte d'angélisme. Il y a des éléments communs : l'héritage grec, par exemple, est passé dans toutes les cultures méditerranéennes. La philosophie grecque doit beaucoup aussi à l'Egypte ancienne, à la Mésopotamie, aux cultures du Proche Orient. Quand on parle de l'identité de l'Europe, on pense souvent à l'héritage gréco-romain et au christianisme. Il a fallu la Shoah pour prendre conscience de la dimension judaïque de la culture européenne, mais on continue à occulter la part sud-méditerranéenne, la part de l'héritage arabo-musulman passé par l'Espagne, la Sicile, ou par l'empire Ottoman. De l'autre côté aussi on a tendance à occulter les apports de l'empire romain, de la civilisation grecque... On a aussi souvent tendance à occulter que l'Afrique du Nord était juive et chrétienne avant de devenir musulmane. Il y a certes des conflits dans le bassin méditerranéen, mais la proximité nous empêche

de voir autre chose. Pourquoi n'avons-nous pas de conflits avec le Bouddhisme ou l'Indouisme ? Parce que c'est très loin, géographiquement et culturellement. Si vous parlez à un Indouiste des différences entre le Christiannisme, le Judaïsme et l'Islam, il va rire, car pour lui ce n'est pas plus éloigné que les différentes voies dans l'Indouïsme, car il y a référence au même Dieu, à la même mythologie, aux mêmes prophètes... Les Juifs s'arrêtent aux prophètes de l'Ancien Testament, les Chrétiens ajoutent Jésus, les Musulmans ajoutent Mahomet, mais les conceptions fondamentales sont les mêmes.

E.d'I. : Ce visage conflictuel de la Méditerranée résulte-t-il de la différence des croyances ou d'un rapport différent à la modernité, à la laïcité, ou encore résulte-t-il d'autres enjeux, géopolitiques par exemple.

C.F. : Si je prends l'hypothèse que cela est dû à des différences culturelles, alors je ne comprends plus pourquoi les conflits les plus meurtriers concernent les musulmans entre eux. Regardez l'Algérie, ou l'Egypte, ou le Moyen Orient. D'autre part, on voit aujourd'hui Israël faire des manœuvres communes avec la Turquie qui est musulmane à 98%. Je crois que cette vision est réductrice, et cela nous incite à regarder au-delà. Ce que l'on a appelé les "guerres de religion" en Europe, ce n'était pas entre chrétiens et musulmans ou entre chrétiens et juifs, cela se passait essentiellement à l'intérieur du christianisme.

E.d'I. : Et les conflits comme Israël-Palestine, ou l'ex-Yougoslavie, s'agit-il de conflits de religion ?

C.F. : A première vue, le conflit Israël-Palestine, nous pouvons penser que c'est un conflit entre musulmans et juifs. Mais qu'en est-il des manœuvres communes entre Turcs et Israéliens ? Ce n'est donc peut-être pas aussi simple que cela. Du côté des Palestiniens, il y a aussi des chrétiens. Je crois que ce qui rapproche les partisans de la paix parmi les Palestiniens et parmi les Israéliens est plus important que ce qui rapproche les partisans de la paix et les partisans de la guerre du côté Palestinien ou du côté Israélien. A ma connaissance, pas un seul dirigeant Israélien n'a été tué par des Palestiniens jusqu'à maintenant. Le premier dirigeant israélien assassiné l'a été par un intégriste juif. Si on s'installe dans une logique de guerre des cultures ou de guerre des religions, on finira par favoriser les expressions les plus intégristes, les plus violentes et les plus fanatiques dans les différentes religions. Et ce n'est dans l'intérêt de personne. Les laïcs israéliens commencent à le réaliser, les laïcs palestiniens l'ont réalisé depuis longtemps mais ils n'avaient pas de répondant de l'autre côté, ils se sont donc fait marginaliser. Plus l'OLP est discréditée parce qu'elle fait des concessions sans rien obtenir, plus on fait le jeu des islamistes ; et c'est un peu la même chose partout. Il y a une tentation aujourd'hui, après la fin de la guerre froide, de substituer l'opposition Est-Ouest à l'opposition Nord-Sud, en termes de cultures différentes, avec la tendance à dire : le Sud c'est l'Islam...

E.d'I. : Pourriez-vous nous parler maintenant de l'autre visage de la Méditerranée, celui des aspects communs ?

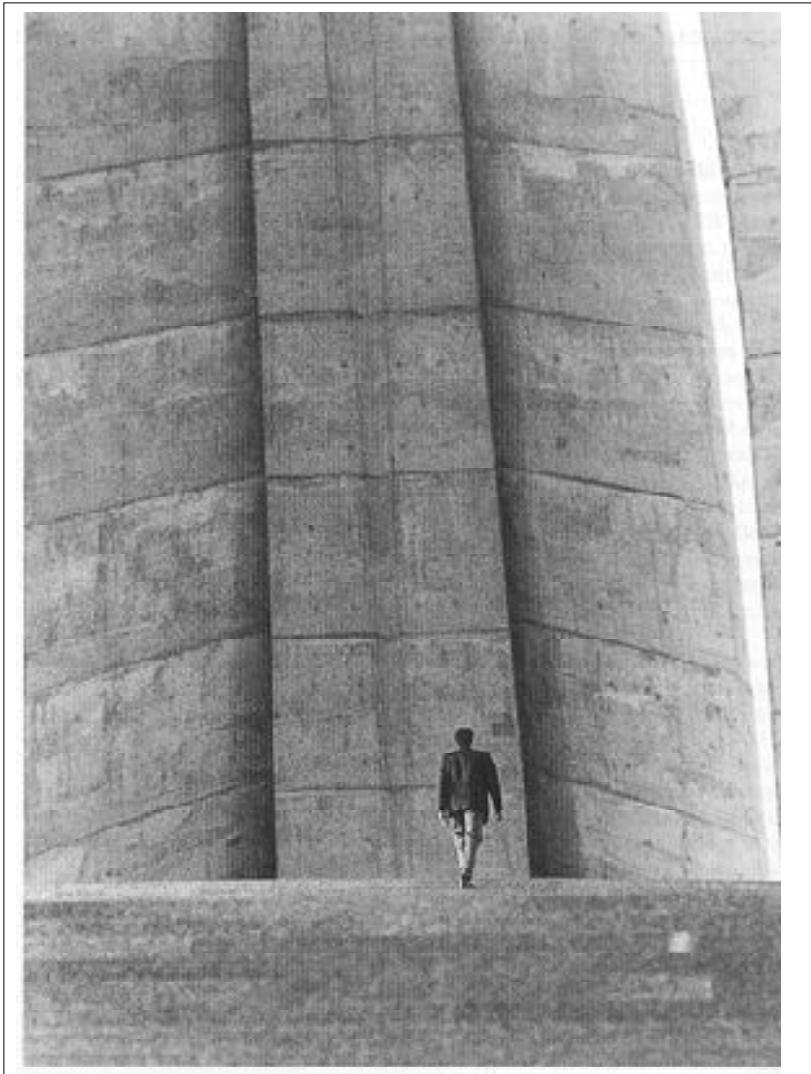
C.F. : J'ai peur qu'à trop insister sur le bassin méditerranéen, on aboutisse à opposer les civilisations méditerranéennes et les peuples méditerranéens au reste du monde. Je n'ai pas envie de rentrer dans cette logique. On a tendance à dire que la Méditerranée doit se constituer comme un pôle contre le pôle anglo-saxon, les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne d'un côté, ou le pôle du Japon et du monde asiatique de l'autre, ou encore celui de l'Allemagne et de sa "profondeur stratégique", à savoir l'Europe de l'Est, et la Russie. Il y a aujourd'hui une tendance à penser la Méditerranée comme un pôle opposé à d'autres. C'est tentant, d'un point de vue strictement géopolitique ou stratégique, et cette tentation risque de trouver des arguments en sa faveur. Il est vrai que l'Allemagne a joué sa stratégie par rapport aux pays de l'Est sans concertation avec les autres pays européens. Il est vrai qu'il existe une stratégie anglo-saxonne menée par les Etats-Unis d'Amérique qui, entre autre, entrave tout projet méditerranéen. Et il y a une thèse qui dit que la France à elle seule ne peut pas faire face, dans le cadre de la construction européenne, à l'Allemagne avec sa stratégie pour les ex-empires Austro-Hongrois et sa profondeur stratégique, elle ne peut pas faire face à la tentation anglo-saxonne de la Grande-Bretagne, c'est une réalité...

Pendant longtemps, j'ai aussi eu tendance à formuler les choses de cette façon là, à savoir unir le bassin méditerranéen, qui est un espace, une nécessité économique, stratégique. Il est vrai que s'il y a une guerre au Moyen-Orient, ce ne sont pas les Américains, les Japonais ou les Russes qui vont en pâtir les premiers, ce sont les pays du bassin méditerranéen. D'un point de vue économique — c'est la question du pétrole et du gaz — ce sont les pays du bassin méditerranéen, dont les pays de l'Europe occidentale, qui dépendent le plus des réserves des pays arabes... Il y a donc des réalités économiques, stratégiques, politiques, qui militent en faveur de la constitution d'un pôle méditerranéen face aux ensembles anglo-saxons, germano-russe, nippo-asiatiques... Du point de vue énergétique et économique, les pays de l'Europe du Sud ne sont pas indépendants, et la "profondeur stratégique" de ces pays, c'est l'Afrique du Nord, le bassin méditerranéen, l'Afrique.

Plutôt que d'inscrire la Méditerranée dans une logique de pôle opposé à d'autres pôles, je préfère, en tant que Méditerranéen, envisager une entité méditerranéenne s'inscrivant dans une logique d'ouverture sur le monde, d'une force de proposition qui ouvre des perspectives pour sortir de la crise de civilisation que traversent l'ensemble des sociétés humaines. En effet, il ne s'agit pas d'une crise économique que l'on peut résoudre par une augmentation du pouvoir d'achat ou une incitation à l'investissement, mais d'une crise culturelle, une crise de civilisation, semblable à celle qui a mis fin aux anciens régimes de toutes les sociétés, c'est-à-dire à une conception du monde, de l'humain et de la société.

La modernité a triomphé des anciens régimes au nom de l'humain et de ses droits, parmi lesquels la libre circulation des personnes. Qu'en est-il aujourd'hui ? On assiste à la libre circulation des capitaux, des images, des marchandises, de tout, sauf des humains ! Cela conduit à une polarisation dans le bassin méditerranéen, mais aussi dans le monde, inadmissible : d'un côté accumulation des richesses et des moyens de puissance, avec stagnation ou même repli démographique, et de l'autre côté, explosion démographique. De plus, il existe une logique sécuritaire destinée à protéger le pôle riche de la "menace"... Mais ce n'est pas

possible. L'histoire de l'humanité a toujours été celle d'un mouvement des populations de là où il est difficile de vivre, vers là où ils espèrent mieux vivre. Les populations européennes sont indo-européennes parce qu'elles sont issues des migrations qui ont suivi les glaciations de l'Asie centrale. Certains sont allés vers la vallée de l'Indus, ce qui a donné les civilisations indiennes, et d'autres sont venues vers l'Europe. De tous temps il y a eu ce mouvement, et aujourd'hui où le phénomène de transfert des richesses du Sud vers le Nord s'aggrave, on voudrait que les gens du Sud ne viennent pas. On peut bien multiplier les frontières, on ne pourra pas empêcher ceux qui fuient la mort, la guerre, la misère, d'aller là où ils espèrent survivre.



Quand on regarde les stratégies méditerranéennes actuelles, on voit qu'il s'agit uniquement de stratégies mercantiles et sécuritaires. D'un côté on demande aux pays du Sud de constituer des zones off-shore, de libre marché, de libre circulation des capitaux et des marchandises, on s'attaque aux barrières douanières. Et de l'autre côté, au Sud, on dit "aidez-nous à combattre le terrorisme et on vous aidera à contrôler les flux migratoires". Ce n'est pas comme cela que l'on peut construire un monde nouveau dans lequel la Méditerranée sera un "lac de paix". Quand il est allé en Egypte, Monsieur Chirac a parlé d'un "pont sur le bassin méditerranéen". Mais de quel pont s'agit-il ? D'un pont pour les capitaux, pour les marchandises... ou pour les humains ? C'est plutôt un pont pour les touristes du Nord, ou alors c'est pour expulser les immigrés ?

Ainsi, tout en continuant à parler de l'universalité de l'humain et de ses droits, on ne prend en compte que les intérêts économiques et stratégiques des Etats-Nations. Par ailleurs ces Etats-Nations sont de plus en plus fagocytés par une mondialisation dominée par les transnationales des Etats-Unis d'Amérique. Les décisions prises à Bruxelles par des technocrates, qui ne sont pas élus au suffrage universel et sur lesquels le peuple n'a aucun contrôle, sont dictées par la logique de cette mondialisation. D'un autre côté, la décentralisation sans garde-fou met fin au modèle de l'Etat-Nation garantissant à tous les mêmes droits et les mêmes solidarités engendrant par là des tentations de repli sur des solidarités de proximité.

Le discours sur les Droits de l'Homme perd de sa crédibilité, l'Etat Nation n'étant plus capable d'assurer les solidarités qu'il assurait jusqu'ici, et chacun se replie sur telle ou telle forme de solidarité de terroir, de langue, d'ethnicité, ou de religion. Cette crise du système de solidarités, nous pouvons en sortir "par le haut", c'est-à-dire vers des solidarités plus larges, ou "par le bas"— faute de possibilités de sortie par le haut —, c'est-à-dire par le repli sur des solidarités de proximité. La crise du système soviétique, n'ayant pas trouvé de sortie "par le haut", elle a engendré l'éclatement de la Yougoslavie, de la Russie, les menaces d'éclatement de la Roumanie. La même chose s'est passée dans certains pays d'Afrique. Si nous ne trouvons pas de sortie par le haut de cette crise de notre système de solidarités, nous irons vers la multiplication de ce type de conflits, y compris en France, car les logiques de purification sociale peuvent prendre plusieurs formes, dans l'immobilier par exemple. Ces logiques engendre l'explosion de nos espaces publics, qui deviennent des territoires exclusifs.

Pour revenir à la question de la Méditerranée, il y a aujourd'hui une idée de l'identité de la Méditerranée autour de laquelle on veut construire un pôle méditerranéen, mais d'un point de vue défensif. Et parce que défensif, cela en devient agressif ! C'est la Méditerranée de la peur des autres ! Cette conception de la Méditerranée est dangereuse et il faut la combattre. Aujourd'hui, l'ONU c'est les Etats-Unis, et face à cette logique de polarisation, s'il faut passer par l'unification du bassin méditerranéen, ce n'est pas pour aller dans le sens de cette logique là, mais pour créer une force capable de faire des propositions. Les pays arabes, les pays du Moyen-Orient, l'Afrique, ou l'Europe occidentale à elle seule, ne peuvent jouer ce rôle séparément.

E.d'I. : Vous êtes un spécialiste de l'Islam, quelle peut être selon vous la place de l'Islam et de son évolution dans ce pôle méditerranéen ?
C.F. : L'Islam, comme le Christiannisme, le Judaïsme, a toujours été vécu de manière différente selon les époques, selon les sociétés, les milieux sociaux... L'Islam a commencé à être confronté à la modernité dès le 19e siècle, mais avec une posture défavorable par rapport aux religions en Europe. Celles-ci, et ce depuis la Renaissance, ont accompagné les processus de modernisation, et elles ont été obligées de s'y adapter petit à petit, sur plusieurs siècles. En revanche, l'Islam a subi de plein fouet une modernité qu'il n'a pas accompagné et dont il n'a vu que certains aspects à travers la colonisation, tels que la puissance, la technique... Il n'a pas vu tout le processus de démocratisation, de passage à l'état de droit, d'apparition de la notion de droit... Au contraire, la modernité qu'il a vu avec la colonisation était négatrice des Droits de l'Homme et de la Démocratie. L'Islam a donc été obligé de se positionner par rapport à cette modernité dans un espace/temps beaucoup plus réduit que celui dont les religions de l'Europe occidentale ont bénéficié. C'est un élément dont il faut tenir compte par rapport à ce que l'on pourrait appeler le "retard" des sociétés musulmanes, et de la culture islamique, quant à l'intégration des catégories de la modernité, de la laïcité, de la démocratie et des droits de l'Homme.

Il y a donc un décalage historique, d'une part ; mais d'autre part la modernité par rapport à laquelle l'Islam a dû définir sa position était déjà une modernité en crise, qui commençait à trahir ses promesses, à se

renier, et à remettre en cause le principe au nom duquel elle a triomphé des anciens régimes, à savoir l'humain et ses droits comme finalité et mesure de toute chose. On ne peut pas dire que la colonisation ait mis en oeuvre cela... La manière de se positionner a donc aussi été déterminée par la nature de la modernité à laquelle l'Islam a été confronté. Ce n'est qu'après les indépendances que va se poser — de l'intérieur même des sociétés musulmanes — la question de la laïcité, des droits de l'homme... Dès le 19e siècle, les mouvements réformistes de modernisation, de l'intérieur des sociétés musulmanes, ont compris que pour faire face à l'Europe, il fallait se moderniser. Mais ils étaient marginalisés par une alliance entre les puissances coloniales — qui se disaient dépositaires de la modernité — et les structures archaïques de ces sociétés. Je ne veux pas dire que les cultures islamiques n'ont pas de problèmes, mais ce sont des sociétés qui ne sont pas encore complètement sorties de leur ancien régime. Il est vrai que si l'on veut aujourd'hui poser le problème d'un pôle méditerranéen, il faut cesser de le poser dans les termes privilégiés par la colonisation ; c'est là l'origine des problèmes d'aujourd'hui.

Ce n'est qu'en termes de Droits de l'Homme, de Démocratie, et de Laïcité, que l'on peut envisager un projet méditerranéen. Là, il convient de préciser le sens du mot "laïcité". Il y a souvent une mystification, car l'armée en Algérie ou en Turquie n'est pas laïque. Ce que Kamal Ataturk a mis en place en Turquie, ce n'est pas la laïcité. De même que ce que Staline a appelé laïcité, ce n'était pas la laïcité. La laïcité, ce n'est pas seulement le refus de la théocratie, c'est être contre toute idéocratie. La théocratie n'est qu'une forme d'idéocratie. Si on formule aujourd'hui la laïcité en ces termes, on ne peut plus intégrer dans le rang de la laïcité les dictatures militaires qui ont imposé une idéocratie, au nom du progrès... Ce sont des idéocraties, et la laïcité est précisément contre l'Etat d'une idée qu'elle soit religieuse ou philosophique. Le problème en Turquie et dans les pays musulmans aujourd'hui, ce n'est pas la séparation entre l'Eglise et l'Etat, c'est la séparation entre le politique et le religieux, ce qui est différent. En France, la laïcité ne pouvait pas se construire de cette manière-là car le problème était la compétition et l'alliance entre deux institutions, l'Eglise et l'Etat. Dans d'autres sociétés, il n'y a pas d'Eglise, on doit donc poser le problème autrement aujourd'hui.

E.d'I. : Pensez-vous que la laïcité soit posée aujourd'hui dans les mêmes termes qu'au temps de la colonisation ?

C.F. : Regardez en Algérie : soit on s'allie avec le FIS, soit on s'allie avec l'armée. Et la population algérienne, les humains ? Ils ne sont pas pris en compte. C'est la même chose en Turquie : on a le choix entre la dictature militaire qui se présente comme laïque et moderne, et les Islamistes. En Israël, on a le choix entre une théocratie juive et une théocratie musulmane. On doit casser ce modèle et poser les problèmes en termes d'universalité de l'humain et de ses droits, par delà ses appartennances. C'est le seul moyen de s'en sortir aujourd'hui. Il faut concevoir la Méditerranée à l'image de l'ensemble de l'humanité en termes de Droits de l'Homme et de démocratie, et refuser toute forme de cléricalisme, que ce soit celui du clergé à proprement dit, ou celui des nouveaux clercs, les technocrates, les experts de Bruxelles, qui est une nouvelle forme de cléricalisme.

S'il y a une définition de la laïcité que l'on pourrait garder de ce que disaient les penseurs du 19ème siècle, c'est son caractère anti-clérical, c'est-à-dire le refus de l'autorité des clercs sur la conscience et le sort des gens. Mais tous les clercs, pas seulement les clercs religieux, et c'est cela la nouveauté d'aujourd'hui. Si l'on veut que la laïcité participe de cette ouverture des sociétés méditerranéennes les unes sur les autres et nous permette d'aller par-delà les nouveaux replis qui se posent tantôt en termes ethniques, tantôt en termes religieux, tantôt en termes de terroir, il faut que la laïcité soit formulée dans d'autres termes que ceux de la fin du 19ème siècle.

E.d'I. : Pour terminer, pensez-vous que l'immigration peut être un facteur de construction de la Méditerranée ?

C.F. : L'immigration est une ouverture de fait. Ce sont des populations du Sud qui se sont déplacées ici, comme au 19ème siècle les populations d'ici se sont déplacées là-bas. L'immigration participe de cette manière de briser les frontières, de ce principe de libre circulation des humains. Mais aujourd'hui elle se fait à contre-courant de ce qu'on veut imposer à savoir libre circulation des capitaux et des marchandises mais pas des humains. C'est un fait, ils sont là.

L'immigration est une chance pour tout le monde, en ce sens où elle permet de découvrir l'autre, une autre vision du monde. Cela permet une sorte d'acculturation qui ne peut être que bénéfique pour tout le monde. Bénéfique pour les immigrés eux-mêmes, parce qu'ils sont minoritaires, et ne peuvent de ce fait que vivre autrement leur religion. Quand je suis minoritaire, je suis obligé, bon gré, mal gré, de relativiser mon sacré pour tenir compte des autres. Cela permet à chacun de découvrir non seulement la diversité des cultures humaines, mais aussi la diversité à l'intérieur de chaque religion. Le musulman nord-africain découvre l'Islam turc, l'Islam africain, l'Islam pakistanais, albanais, bosniaque, et il commence à se poser des questions, il découvre de nouvelles formes de religiosité, d'autres obédiences et d'autres rites. C'est aussi un grand enrichissement pour les sociétés européennes car c'est une manière de réaliser que la conception de notre système de laïcité, notre législation pour gérer le religieux a été faite en rapport avec le christianisme, le protestantisme et le judaïsme, mais sans tenir compte des autres. On découvre donc les limites des réponses apportées jusque-là. Cela nous permet d'aller vers cette universalité et de prendre conscience des pièges de l'ethnocentrisme. On ne peut aller vers l'universel que si chacun remet en cause sa tendance à considérer sa culture comme étant l'absolu. Et là encore, l'immigration, parce qu'elle n'est pas seulement méditerranéenne, parce qu'il y a des Asiatiques, des Latino-Américains, des Africains, permet de nous inciter à penser l'identité méditerranéenne comme une ouverture, comme un pont vers les autres et pas par opposition aux autres.

On parle souvent de personnes qui se convertissent à une religion, mais on oublie parfois que cette religion est elle-même obligée de se convertir à la culture des gens. C'est aussi cela l'acculturation. Ce n'est pas seulement : "je donne ma culture à l'autre", c'est aussi "je prends la culture de l'autre". C'est un rapport d'échange fécond, qui produit autre chose. Le Judaïsme en Europe est différent du Judaïsme de la Palestine, et il y a un Judaïsme européen. Et l'Islam européen, qu'il s'agisse de l'Islam de l'Espagne entre le 8e et le 15e siècle, ou l'Islam de l'Empire Ottoman ou celui des nouvelles minorités musulmanes en Europe, est différent de l'Islam de l'Arabie, ou de l'Asie mineure... Dans ce mouvement, il y a une réadaptation, une reformulation et la génération de nouvelles formes de religiosité. Comme il y a une danse urbaine, il y a aujourd'hui une "religion urbaine", avec des formes de religiosité urbaine. Je crois que ce qu'on appelle les grandes religions, qui ont réussi à traverser les frontières du temps, de l'espace et des cultures, ce sont les religions "vivantes", qui ont cette capacité de s'adapter, et de se convertir à la culture des gens qui se convertissent à elles.

E.d'I. : Les tendances intégristes des trois religions monothéistes sont-elles à mettre sur le compte d'un certain rejet de cette évolution ?

C.F. : Les réactions intégristes procèdent de ce que j'ai appelé les "replis sur des solidarités de proximité", pour des personnes qui n'ont plus d'identité sociale, qui n'ont plus leur place dans une société à plusieurs vitesses, et qui se raccrochent à cela. Mais dans la secte, il y a le gourou et la victime du gourou ; il faut donc aussi regarder de l'autre côté. Dans la religion, il y a les clercs, et les croyants, les fidèles. Du côté des fidèles donc, il s'agit d'un repli sur des solidarités de proximité, faute d'autres solidarités. C'est le déficit d'identité sociale, de solidarité républicaine, qui engendre cette tendance à se raccrocher à des solidarités de proximité dont cette tentation de repli communautariste qui prend ici une forme religieuse. Du côté des clercs, il s'agit de la volonté de prendre une

revanche sur une modernité qui a trahi ses promesses, et qui s'est érigé sur les décombres des privilégiés des cléricalismes. Mais cette volonté n'arrive à se concrétiser dans des mouvements, que parce que la modernité a failli, et qu'il existe un déficit des solidarités modernes. La différence entre une solidarité moderne et une solidarité traditionnelle est que la solidarité moderne, je la choisis, je participe à son élaboration. Le syndicat, le parti politique, l'association, je les choisis. La solidarité traditionnelle s'impose à moi comme une fatalité : je suis né dans ce village, ou je suis de telle confession, de telle langue, de telle ethnie, que je n'ai pas choisi. Le cléricalisme profite de la crise des solidarités modernes pour nous ramener à des ordres traditionnels où les solidarités sont fondées sur l'inégalité, sur la discrimination, sur la soumission aveugle à quelque chose qui s'impose à nous comme une fatalité. C'est pour cela que nous avons intérêt à développer les solidarités modernes de libre adhésion, c'est un moyen de les combattre.

E.d'I. : Une phrase de conclusion ?

C.F. : Ma phrase de conclusion sera qu'il ne faut pas que la Méditerranée soit une identité de repli et de peur, une identité défensive, mais qu'elle soit une force de proposition pour remplacer l'humain et ses droits au centre des échanges internationaux et de la mondialisation. Si c'est cela la Méditerranée oui, si c'est pour jouer sur les peurs, non ! Car la logique d'exclusion et de peur est un engrangement infernal dont on peut connaître le début, mais jamais la fin ! ■

Chérif FERJANI est aussi militant, entre autres, au Collectif de soutien à la démocratie et aux victimes de la violence politique en Algérie.

Il est l'auteur de plusieurs travaux dont deux ouvrages :

. *Islamisme, Laïcité et Droits de l'Homme*, Ed. L'Harmattan, 1991

. *Les voies de l'Islam, approche laïque des faits islamiques*, Ed. CRDP Franche-Comté / Le Cerf, 1996.